Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Forum Global sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition

Synthèse de la consultation en ligne
no.173
du 20.05.2021
au 21.06.2021

Forum FSN

© FAO/Vyacheslav Oseledko

La Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition 2016-2025: mesures prioritaires pour les cinq années à venir

À propos de cette consultation

Ce document présente la synthèse de la discussion en ligne *Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition 2016-2025: mesures prioritaires pour les cinq années à venir*, tenue sur le Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition (Forum FSN) de la FAO du 20 mai au 21 juin 2021. Cette discussion a été modérée par Stineke Oenema de UN Nutrition.

La consultation a été organisée dans le cadre du processus d'examen à mi-parcours de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition («Décennie de la nutrition»), principalement sur le plan d'avenir de la Décennie de la nutrition pour la période 2021-2025, tel que présenté dans un document de prospective préparé par le Secrétariat conjoint FAO/OMS de la Décennie de la nutrition. Les participants se sont félicités de l'occasion qui leur était donnée de faire connaître leur avis sur le plan d'action proposé, et ont commenté les domaines d'action prioritaires proposés pour chacune des sphères d'action de la Décennie de la nutrition. Ils ont également débattu des actions transversales qui faciliteraient les liens et les synergies entre les domaines d'action, ainsi que des questions qui font obstacle à la réalisation des objectifs mondiaux en matière de nutrition, et des moyens de les surmonter.

Durant les 4,5 semaines de discussion, 24 participants de 17 pays ont apporté 28 contributions. Toutes les informations relatives à la consultation en ligne sont disponibles sur la page web dans les six langues des Nations Unies. www.fao.org/fsnforum/fr/activities/consultations/decade-nutrition-priority-actions

Parallèlement à la consultation virtuelle, une enquête en ligne a été organisée par UN Nutrition pour obtenir un retour d'information sur le projet de plan d'action. L'enquête a suscité 185 réponses. Le présent résumé reflète les principales suggestions des répondants à l'enquête. De plus amples résultats de l'enquête seront présentés plus tard dans l'année et seront également disponibles sur le site web du Forum FSN: www.fao.org/fsnforum/fr

Le tableau ci-dessous expose les statistiques relatives à l'affiliation et à la répartition géographique des participants à la consultation et à l'enquête.

TABLEAU 1

Affiliation et représentation géographique des participants

	CONSULTATION	ENQUÊTE
AFFILIATION		
Université/Recherche	37.5%	32.6%
Organisation non gouvernementale	25%	25.1%
Gouvernement	-	12.3%
Secteur privé	8.3%	10.2%
Organisme du système Nations Unies	4.2%	8%
Autre organisation internationale	-	4.3%
Fondation philanthropique	-	1.1%
Autre	25%*	6.4%
RÉGION GÉOGRAPHIQUE		
Groupe africain	4.2%	29.7%
Groupe Asie-Pacifique	29.2%	19.2%
Groupe d'Europe de l'Est	-	0.5%
Groupe d'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC)	4.2%	11%
Groupe Europe occidentale et autres (GEOA)	41.7%	39.6%
Organisations représentant plusieurs régions	20.8%	-

* Ces partipants sont pour la plupart des experts indépendants.

Commentaires généraux sur le Document de prospective et l'orientation future de la Décennie de la nutrition

Plusieurs participants ont fait valoir que les droits de l'homme devraient constituer le cadre principal de la Décennie de la nutrition et que les victimes de violations du droit à l'alimentation et à la nutrition devraient pouvoir se faire entendre davantage. Pour ce faire, il faut identifier les porteurs de devoirs et les détenteurs de droits, et définir leurs rôles et responsabilités, mais aussi adopter une approche systémique qui tienne compte des déterminants sociaux et interdépendants de la malnutrition. Les participants ont en outre souligné que l'agroécologie, qui est fondée sur les droits de l'homme et englobe l'alimentation, l'équité et la santé humaine et planétaire, est un élément clé de l'amélioration de la nutrition et devrait être au cœur de la Décennie de la nutrition.

De nombreux participants ont souligné la nécessité de gérer l'influence du secteur privé sur la gouvernance de la nutrition, notamment en examinant d'un œil critique les régimes commerciaux, les partenariats public-privé et les plateformes multipartites, et en adoptant des principes rigoureux d'engagement dans l'élaboration des politiques.

D'autres participants ont aussi souligné que ce sont des mesures réglementaires plutôt que volontaires qui devraient être mises en œuvre pour améliorer la nutrition. Dans ce contexte, il conviendrait de suivre les recommandations fondées sur des données probantes, telles que les «meilleurs choix» de l'OMS, qui pourraient être utilisées pour compléter les Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition, car ces dernières ne reflètent pas pleinement les recommandations des organisations internationales et ne bénéficient pas d'un soutien total de la part de la société civile.

Les participants ont également mis en évidence un large éventail de sujets qui requièrent davantage d'attention, notamment: a) la sécurité alimentaire, y compris l'utilisation d'antimicrobiens; b) les questions d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH); c) la violence et la discrimination à l'égard des femmes et des filles; d) l'allaitement maternel et l'alimentation complémentaire; e) la sensibilisation à l'impact des aliments à haute densité énergétique et à valeur nutritionnelle minimale; f) la nutrition dans les programmes

scolaires; g) les systèmes de dépistage de l'état nutritionnel; et h) l'engagement des diététiciens/scientifiques en nutrition dans l'élaboration des politiques.

Par ailleurs, le thème de la fortification des aliments a été mis en avant. D'une part, certains ont fait valoir que la fortification obligatoire des aliments devrait être une priorité et que les gouvernements devraient être soutenus dans la mise en œuvre des modifications requises dans ce domaine. D'autres ont par contre souligné que l'enrichissement des aliments pouvait entraver la promotion de systèmes alimentaires diversifiés fondés sur la production à petite échelle et contribuer à une dépendance excessive à l'égard de quelques cultures de base et d'aliments transformés, et qu'il n'était donc pas souhaitable.

Enfin, les participants ont mentionné qu'il est crucial, en général, de suivre les progrès accomplis au cours de la décennie de la nutrition et que les organisations de la société civile ont un rôle clé à jouer dans ce domaine. Pour faciliter un suivi adéquat, il est nécessaire de fixer des points de référence annuels pour les processus déjà engagés.

Actions prioritaires pour chacun des six domaines d'action de la Décennie de la nutrition

Les participants ont commenté les thèmes qui constituent, à leur avis, les domaines d'action prioritaires proposés pour chacune des sphères d'action de la Décennie de la nutrition.

Domaine d'action 1: Des systèmes alimentaires durables et résilients en faveur de régimes alimentaires sains

Ces priorités consistent, entre autres, à:

- Promouvoir des régimes alimentaires complets et nutritifs reposant sur une production alimentaire adaptée aux écosystèmes locaux et aux contextes socioculturels. Assurer des environnements alimentaires offrant un accès équitable aux aliments, des conseils diététiques et des restrictions sur les aliments ultra-transformés.
- Orienter la politique financière et fiscale vers une agriculture écologiquement bénéfique et des cultures autochtones nutritives, des aliments nutritifs qui contribuent à assurer une alimentation saine, et des moyens de subsistance résilients.
- Créer des environnements propices à l'agroécologie et aux approches régénératives au moyen d'une approche systémique axée sur les éléments suivants: a) un rôle fort pour les populations locales et vulnérables et la protection et l'expansion de leurs droits; b) la cohérence des politiques et une gouvernance coordonnée; c) la mobilisation des chercheurs; et d) l'amélioration des infrastructures.
- Tirer parti des innovations technologiques, depuis celles qui déterminent la demande alimentaire jusqu'à celles qui améliorent l'efficacité du système alimentaire.
- Soutenir financièrement les petites et moyennes entreprises (PME) afin de mettre en place des chaînes de valeur durables et inclusives.
- Restructurer le soutien à l'agriculture de manière à obtenir des résultats positifs pour le «bien public» et à privilégier l'agriculture intelligente face au changement climatique et les objectifs nutritionnels.
- Intensifier la prise en compte des objectifs nutritionnels dans les politiques alimentaires et agricoles.
- Accélérer la reformulation des aliments, y compris les aliments à emporter.
- Créer des subventions pour les céréales, les légumineuses, les légumes et les fruits produits de manière locale et durable.
- Améliorer la qualité des aliments, principalement grâce à l'agriculture biologique.

© FAO/Alessandra Benedetti

© SIFI

Domaine d'action 2: Des systèmes de santé cohérents qui fournissent une couverture universelle pour les interventions essentielles en matière de nutrition

Ces priorités sont, entre autres:

- Se concentrer sur la nutrition au cours des 1 000 premiers jours de la vie.
- Promouvoir une alimentation saine de la mère et de l'enfant, en particulier en favorisant une alimentation complémentaire adéquate pour les enfants âgés de 6 à 35 mois, et en encourageant une alimentation adéquate de l'enfant pendant et après une maladie. Il convient, pour cela, de soutenir les femmes en les conseillant sur un large éventail de sujets, notamment l'allaitement maternel et l'alimentation complémentaire, la quantité et la qualité des aliments, la supplémentation, la sécurité alimentaire et les pratiques hygiéniques.
- Mener des recherches sur des services de soins nutritionnels d'un bon rapport coût-efficacité dans le contexte des soins de santé primaires.
- Garantir un accès équitable aux services de santé nationaux, y compris les services de santé bucco-dentaire et mentale.
- Subventionner les médicaments pour garantir leur accès aux personnes pauvres.
- Fixer des objectifs et des cibles rigoureux en matière de santé et de bien-être humain, écologique et animal.

Domaine d'action 3: Protection sociale et éducation nutritionnelle

Ces priorités sont, entre autres:

- Améliorer les capacités des agents de santé en matière de nutrition et multiplier le nombre de professionnels de la nutrition, et fixer des normes minimales de compétence en matière de nutrition au niveau mondial.
- Inclure la nutrition dans les programmes scolaires.
- Mettre en œuvre les recommandations diététiques et lancer des initiatives éducatives conjointes.
- Améliorer la cohérence des manuels et du matériel d'information sur la nutrition, en veillant à ce qu'ils soient fondés sur des données scientifiques.
- Faire en sorte que les régimes alimentaires sains soient abordables et accessibles au moyen de politiques de protection sociale (c'est-à-dire des programmes de transfert d'argent) et de création de revenus.
- Faire de l'alimentation un «bien public».
- Soutenir les chaînes d'approvisionnement locales, les marchés informels et les PME en connectant les petits exploitants à de nouvelles chaînes d'approvisionnement, en améliorant les infrastructures et en donnant accès à un soutien financier et technique.
- Améliorer les connaissances en matière d'alimentation/nutrition écologique et de santé afin d'influencer le comportement des citoyens. Les interventions gouvernementales doivent se concentrer sur le patrimoine culturel, les compétences culinaires, l'éducation à la nutrition et à la santé, ainsi que sur les liens entre les écosystèmes, l'alimentation et la santé.

Domaine d'action 4: Commerce et investissements en faveur d'une nutrition améliorée

Ces priorités sont, entre autres:

- Évaluer les incidences des politiques commerciales internationales sur la santé et la sécurité alimentaire
- Mettre en place des politiques qui réduisent le prix des aliments naturels et nutritifs, améliorent les normes de bien-être animal, régénèrent les écosystèmes et permettent de raccourcir les chaînes d'approvisionnement.
- Débloquer les opportunités d'investissement pour les systèmes alimentaires durables. Les flux financiers doivent être déviés des pratiques nuisibles et réorientés vers des initiatives favorables à la transformation durable.

© FAO/Giulio Napolitano

- Intégration de la comptabilité des coûts réels dans le processus décisionnel.
- Définir des principes de gouvernance pour les plateformes multipartites. Les gouvernements doivent veiller à ce que les intérêts privés ne viennent influencer les décideurs politiques; des directives sur la gestion des conflits d'intérêts doivent également être instaurées.
- Établir des réglementations sur le lobbying et des normes régissant les partenariats public-privé, en veillant au respect des principes d'éthique, de transparence et de responsabilité.
- Élaborer des orientations internationales sur l'étiquetage frontal des emballages.
- Accroître les investissements dans les infrastructures régionales de transformation, de fabrication et de distribution des produits alimentaires.
- Réduire les exportations mondiales de produits primaires, tels que les fruits et légumes non transformés.

Domaine d'action 5: Des environnements sûrs et favorables à la nutrition pour tous les âges

Ces priorités sont, entre autres:

- Mettre en place une approche cohérente qui permette de créer des environnements alimentaires favorables, en garantissant l'accès à des aliments abordables, culturellement pertinents et nutritifs qui contribuent à une alimentation saine et en limitant la commercialisation d'aliments hautement transformés à forte densité énergétique et à valeur nutritionnelle minimale.
- Élaborer des lignes directrices en matière d'alimentation durable, qui tiennent compte de la santé humaine, animale et écologique.
- Mettre le «principe de précaution» au cœur des programmes de recherche et d'innovation.
- Améliorer l'éducation nutritionnelle, en abordant des sujets tels que la diversité et la qualité de l'alimentation, les aliments peu coûteux disponibles localement et culturellement acceptés, le jardinage et l'hygiène.
- Améliorer la détection précoce de la malnutrition et les interventions connexes.
- Fournir des compléments alimentaires aux groupes vulnérables dans le cadre de programmes publics.
- Assurer la protection juridique et le soutien de l'allaitement maternel dans les lieux publics.
- Améliorer l'eau, l'assainissement et l'hygiène.
- Favoriser l'utilisation accrue des outils réglementaires et budgétaires pour améliorer l'environnement alimentaire.

© Sebastian Liste/NOOR pour FAO

Domaine d'action 6: Gouvernance et reddition de comptes renforcées dans le domaine de la nutrition

Ces priorités sont, entre autres:

- Veiller à ce que les approches de la gouvernance fondées sur les droits soient suivies à tous les niveaux afin de remédier aux inégalités. La politique doit reposer sur des principes de partage du pouvoir, d'éthique et de service de l'intérêt public.
- Évaluer les politiques afin de garantir des résultats positifs en termes de santé pour les personnes, les animaux et les écosystèmes. L'accent doit être mis sur les priorités locales et la réduction des inégalités en matière de santé, sur la base de plans de santé et de nutrition et de rapports publics sur les progrès accomplis.
- Fixer des objectifs en matière de nutrition dans le cadre de la Décennie de la nutrition, qui devront être atteints par les gouvernements.
- Promouvoir la collaboration entre toutes les parties prenantes.
- S'attaquer aux injustices des systèmes alimentaires et de santé. Une approche intersectorielle qui doit se concentrer sur les personnes marginalisées et aborder le coût réel de l'alimentation pour la santé environnementale et humaine.

En outre, une couverture sanitaire universelle intégrant des services de nutrition qui permettraient de sauver des vies et de réduire les dépenses de santé.

- Accroître les investissements des gouvernements et des donateurs et mettre au point de nouveaux mécanismes de financement pour lutter contre la sous-alimentation et la suralimentation, en recourant à des solutions fondées sur des données probantes et rentables.
- Améliorer l'équité nutritionnelle, qui implique de donner la priorité à la nutrition dans les agendas politiques, d'intégrer la nutrition dans tous les éléments du système alimentaire et de revoir les systèmes de santé et les finances.
- Aborder les questions de transparence, de responsabilité et de corruption comme mesure clé pour atteindre les objectifs de la Décennie de la nutrition.

Éléments manquants, et commentaires sur les actions prioritaires proposées

Les participants ont été invités à signaler les éléments manquants dans chacun des six domaines d'action et à proposer leur degré de priorité. Un participant a mis l'accent sur la nécessité de prendre en compte le lien entre les mauvais régimes alimentaires et les effets négatifs de la COVID-19 sur la santé. Un autre participant a souligné qu'il fallait intégrer le concept de «plaisir culinaire humain», car la nutrition ne consiste pas seulement à «compter les nutriments». Un autre intervenant a insisté sur deux autres aspects qui retiennent de plus en plus l'attention. En premier lieu, l'expression «alimentation et nutrition pour une santé proactive» fait référence à l'utilisation des régimes alimentaires pour améliorer la santé, plutôt que de se concentrer sur la résolution d'un problème de santé une fois qu'il est survenu. Deuxièmement, la catégorie «alimentation, nutrition et bien-être mental» reconnaît l'association entre l'alimentation et le bien-être émotionnel, à savoir que la nourriture est souvent utilisée pour réconforter et socialiser.

Ci-après, une description des éléments manquants, tels qu'indiqués par les participants, pour chaque domaine d'action spécifique.

Domaine d'action 1: Des systèmes alimentaires durables et résilients en faveur de régimes alimentaires sains

Les participants ont suggéré que soient incluses les actions suivantes:

- Promouvoir des systèmes alimentaires coopératifs en apportant une aide concrète.
- Gérer les ressources naturelles au niveau communautaire.
- Favoriser une production agricole à la fois résiliente au climat, diversifiée et performante sur le plan biologique.
- Améliorer l'accès des petits exploitants à la mécanisation et au soutien financier et technique.

© FAO/Riccardo De Luca

- Prévenir le gaspillage alimentaire et faire un meilleur usage des ressources et des sous-produits grâce à des investissements dans la recherche et l'innovation.
- Établir une définition des aliments ultra-transformés et définir des méthodes pour contrôler et réduire leur production et leur consommation.
- Réduire la production d'aliments génétiquement modifiés.
- Définir des normes communes de sécurité, de qualité nutritionnelle et de durabilité pour tous les produits alimentaires.
- Créer des unités de liaison inter organisations et au niveau national pour promouvoir l'harmonisation des politiques.
- Accroître la production et la consommation d'aliments enrichis.
- Intensifier les efforts pour éliminer les acides gras trans.
- Promouvoir les aliments complets et les protéines durables et peu transformées.
- Inclure des objectifs nutritionnels basés sur des régimes alimentaires spécifiques, tels que le régime méditerranéen.
- Examiner de plus près le niveau de transformation des aliments et l'élaboration d'aliments peu transformés, plutôt que de reformuler les aliments transformés.
- Mettre en œuvre des stratégies de réduction du sodium dans l'ensemble de l'industrie alimentaire, appuyées par des campagnes de sensibilisation des consommateurs.

Domaine d'action 2: Des systèmes de santé cohérents qui fournissent une couverture universelle pour les interventions essentielles en matière de nutrition

Les participants ont suggéré que soient incluses les actions suivantes:

- Intégrer des objectifs et des indicateurs liés à la santé animale et écologique en tant que facteurs déterminants de la santé humaine.
- Reconnaître la résistance antimicrobienne comme une pandémie émergente, qui requiert des réglementations strictes en matière de production alimentaire et de conseils sur la protection des écosystèmes.
- Intégrer à la fois les maladies non transmissibles et la dénutrition dans les interventions des pouvoirs publics.
- Adopter des approches fondées sur la notion de cycle de vie et de systèmes pour s'attaquer aux causes sous-jacentes de la malnutrition.
- Concentrer les efforts sur les interventions axées sur l'alimentation et le régime alimentaire plutôt que sur les nutriments.
- Parvenir à un large consensus sur les actions essentielles en matière de nutrition.

Domaine d'action 3: Protection sociale et éducation nutritionnelle

Le domaine d'action 3 a fait l'objet de quelques commentaires généraux. Tout d'abord, à propos de la priorité que nous proposons de garantir la cohérence entre la protection sociale et les autres programmes sectoriels, un participant a souligné que la réduction de la malnutrition est d'abord une question de détermination sociale et ensuite seulement de cohérence. Par ailleurs, d'autres participants ont mentionné que, plutôt que de se concentrer sur des approches sensibles à la nutrition, la protection sociale et l'éducation devraient servir à promouvoir la nutrition en tant qu'espace de convergence pour la réalisation d'objectifs publics multiples (santé, social, environnement, économie) afin de soutenir la transformation des systèmes alimentaires; il convient ici de tenir compte de l'importance des connaissances traditionnelles et des marchés territoriaux. Troisièmement, les participants ont souligné la nécessité de mettre l'accent sur «l'éducation alimentaire» plutôt que sur «l'éducation nutritionnelle», car c'est la première qui permet d'articuler les solutions du côté de l'offre et de les faire fonctionner pour améliorer la nutrition. Quatrièmement, il faut reconnaître que l'éducation nutritionnelle est plus efficace lorsqu'elle est

© SIFI

mise en pratique et que les actions de développement axées sur la nutrition ont un impact accru grâce à une certaine forme d'éducation alimentaire. Enfin, il a été souligné que les cantines scolaires constituent une intervention à caractère éducatif (axée sur la rétention) plutôt que nutritionnel.

Les participants ont suggéré que soient incluses les actions suivantes:

- Mettre en œuvre des interventions de protection sociale et d'éducation visant à combler l'écart entre les plus riches et les plus pauvres de consommation alimentaire.
- Élaborer des lignes directrices en matière d'alimentation durable, qui devront être appliquées dans toutes les institutions publiques.
- Sensibiliser les jeunes à l'impact des produits alimentaires ultra-transformés, génétiquement modifiés et riches en graisses, en sucre et/ou en sel.
- Parvenir à un consensus sur la définition d'un «régime alimentaire sain».
- Mettre en œuvre des programmes d'enseignement abordant les normes culturelles relatives à la répartition des tâches de soins afin de remédier aux inégalités entre les sexes en matière de sécurité alimentaire.
- Former des spécialistes de la nutrition et des agents de santé par une approche partant de la base.
- (Ré)introduire les notions de base de santé et d'hygiène dans les programmes scolaires plutôt que de se concentrer sur le recours à du personnel de santé pour mener l'éducation nutritionnelle, eu égard aux contraintes de temps de ces personnes.
- Améliorer l'étiquetage (qui n'est qu'une solution partielle généralement peu utile aux populations rurales) et préférer: a) se centrer sur le degré de transformation des aliments plutôt que sur leur composition nutritionnelle; b) veiller à ce que les données nutritionnelles des aliments génétiquement modifiés soient également présentées; et c) compléter le système par des efforts visant à promouvoir les connaissances en matière de nutrition.
- Dispenser une formation sur la nutrition aux enfants dès leur plus jeune âge, ainsi qu'aux parents et au personnel responsable des cantines scolaires.
- Accompagner la réforme des programmes scolaires par des politiques de marchés publics permettant de s'approvisionner en aliments pour les écoles et les crèches auprès de petits exploitants agro écologiques locaux.

Domaine d'action 4: Commerce et investissements en faveur d'une nutrition améliorée

Les participants ont suggéré que soient incluses les actions suivantes:

- Soutenir l'innovation axée sur des processus de production plus durables, favorisant la qualité nutritionnelle et la commercialisation de produits propices à une alimentation saine.

© FAO/Alessandra Benedetti

- Fournir des orientations pour que les politiques commerciales et les mécanismes du marché international ne portent pas atteinte aux marchés locaux et territoriaux.
- Accroître les investissements et renforcer la réglementation pour soutenir les marchés locaux et territoriaux.
- Limiter les investissements des grandes entreprises dans les produits alimentaires riches en graisses, en sucre et/ou en sel.
- Investir dans la prévention holistique plutôt que dans les traitements curatifs réductionnistes.
- Estimer l'impact ex ante des politiques commerciales avant les négociations.

Domaine d'action 5: Des environnements sûrs et favorables à la nutrition pour tous les âges

Les participants ont suggéré que soient incluses les actions suivantes:

- Veiller à ce que les politiques de marchés publics soient «durables», et prennent en compte le degré de transformation des aliments et imposent des restrictions sur les aliments hautement transformés.
- S'approvisionner en denrées alimentaires auprès de petits producteurs locaux pour les marchés publics.
- Appliquer la classification alimentaire NOVA comme solution privilégiée.

© FAO/Mathivanan Kumaran

- Apporter des conseils sur le mode de vie et prendre en compte les concepts de nutrition personnalisée, de médecine préventive et de santé.
- S'attaquer aux déterminants sociaux de la malnutrition.
- Lutter contre la pénétration des aliments ultra-transformés dans les environnements alimentaires pauvres en aliments nutritifs, tels que les déserts et les marais alimentaires.
- Favoriser la mobilisation des diététiciens/nutritionnistes dans les cantines, le secteur de la restauration et les supermarchés.
- Promouvoir l'intégration du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel et des résolutions ultérieures dans la législation nationale, et encourager des politiques d'allaitement adéquates.
- Imposer des restrictions sur la fourniture de produits ultra-transformés à l'intérieur et aux alentours des crèches, des écoles et des centres de santé et communautaires.
- Imposer des droits de douane sur les produits et les boissons ultra-transformés qui contiennent des niveaux élevés de sucre/édulcorant et sur les aliments génétiquement modifiés.
- Taxer les produits ultra-transformés, en fonction du niveau des coûts masqués du produit en termes de santé humaine et environnementale.
- Investir les recettes fiscales dans des programmes de prévention de la malnutrition et dans des subventions pour les aliments non ou peu transformés et les aliments organiques.
- Rediriger les subventions accordées aux aliments et aux additifs riches en sucre, en sel et/ou en graisses trans vers une production alimentaire locale durable et diversifiée.
- Instaurer un étiquetage obligatoire sur le devant de l'emballage, basé sur des données probantes.
- Restreindre la commercialisation d'aliments et de boissons riches en énergie et en graisses, en sucre et/ou en sel auprès des enfants et des adolescents.
- Appliquer le «principe de précaution» aux instruments réglementaires.

Certains participants ont déclaré que le recours à des mesures réglementaires n'est pas souhaitable, car a) les avis divergent quant à l'impact de ces mesures; b) la taxation a des résultats mitigés et peut entraîner des distorsions du marché; et c) elle ne tient pas compte de l'efficacité des initiatives volontaires. Il convient plutôt d'intensifier les efforts de reformulation et d'innovation afin de promouvoir des choix alimentaires qui aident les personnes à adopter une alimentation saine, avec le soutien de mesures visant à encourager les changements de comportement.

Domaine d'action 6: Gouvernance et reddition de comptes renforcées dans le domaine de la nutrition

Les participants ont suggéré que soient incluses les actions suivantes:

- Promouvoir la collaboration et le dialogue intersectoriels pour renforcer la responsabilité.
- Assurer une gouvernance inclusive avec la participation effective des détenteurs de droits.
- Mettre en place des garde-fous pour protéger l'espace politique public de l'influence indue d'acteurs économiques puissants.
- Améliorer les cadres institutionnels et les lois et règlements relatifs à la protection des consommateurs dans les pays en développement.
- Inclure les principes des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le cadre de la sécurité alimentaire nationale.
- Procéder à une planification et à une programmation fondées sur des données probantes, à l'aide de systèmes solides d'analyse statistique, de suivi et d'évaluation.
- Aborder la question du lobbysme (lobbying).
- Mobiliser les détenteurs de droits, considérant qu'ils n'ont jamais été sur un pied d'égalité dans le dialogue avec les détenteurs d'obligations.
- Accroître les investissements dans les systèmes nationaux d'information nutritionnelle, sans oublier que la quantification des lacunes ne se traduit pas automatiquement par des politiques éclairées et efficaces.
- Associez la collecte de données à des actions concrètes.
- Renforcer la gouvernance et la responsabilité mondiales, sachant que ces dernières doivent être transformées en raison de l'influence du secteur privé.

Actions transversales susceptibles de faciliter les liens et de créer des synergies entre les domaines d'action

Les participants ont souligné la nécessité d'adopter une approche intégrée promouvant la santé humaine, écologique et animale, ainsi qu'une perspective axée sur les relations entre les sexes. Les propositions d'actions transversales suivantes ont été formulées:

- **Encourager le dialogue et la collaboration entre les parties prenantes,** en instaurant un dialogue ouvert et transparent et en précisant la contribution du secteur privé aux systèmes alimentaires durables.
- **Soutenir la recherche, le développement et l'innovation** tout au long de la chaîne de valeur par la mise en place de systèmes de financement et d'un soutien financier adéquats.
- **Mettre en place des réseaux entre les universités, les instituts de recherche et le secteur privé** de manière à favoriser les synergies entre les projets.

© FAO/Giuseppe Carotenuto

- **Promouvoir la collaboration intersectorielle,** en inscrivant le programme des systèmes alimentaires durables dans le cadre d'une approche globale de la société et du gouvernement.
- **Intégrer la comptabilité en coûts réels,** en tenant compte des impacts environnementaux, sociaux et sanitaires des politiques et des pratiques.
- **Garantir le recours à des stratégies fondées sur la science et les preuves et le partage des connaissances,** par le biais d'une plateforme de collecte de données et de transfert de connaissances.

Questions qui font obstacle à la réalisation des objectifs mondiaux en matière de nutrition, et moyens de les surmonter

Les participants ont examiné les principales questions qui font obstacle à la réalisation des objectifs mondiaux en matière de nutrition, et ont proposés des moyens d'y remédier. La liste complète des points mentionnés est présentée ci-après:

- Trop d'attention est accordée à la quantité de nourriture et de calories produites pour «nourrir le monde» dans le cadre de modèles axés sur l'exportation, alors que les effets sur la santé sont traités comme des préoccupations secondaires. Il faut plutôt mettre l'accent sur la qualité des aliments et la santé.
- Approches cloisonnées de l'élaboration des politiques: Il est nécessaire d'adopter une approche intégrée qui englobe l'agriculture, l'environnement, l'eau, la santé, le climat, le commerce, la finance, le développement international, l'emploi, l'éducation et le bien-être social.
- Influence des multinationales sur les politiques commerciales et d'investissement: C'est ainsi que la priorité est donnée aux recettes plutôt qu'à la santé; il faut veiller à ce que les approches de la gouvernance fondées sur les droits soient suivies à tous les niveaux afin de remédier aux inégalités.
- Recentrage sur les systèmes alimentaires ou les entreprises agroalimentaires: Cela conduit à négliger les facteurs socio-économiques, culturels et individuels liés à la santé et au mode de vie qui conditionnent les choix alimentaires.
- Le financement public est insuffisant pour mener les actions nécessaires à la réalisation des objectifs proposés.
- Il existe un manque d'éducation nutritionnelle/alimentaire au sein de la population, ce qui rend difficile tout changement de comportement.
- Le coût prohibitif des régimes alimentaires sains: Pour remédier à ce problème, il faut subventionner les aliments produits localement et taxer les aliments ultra transformés.
- Iniquité sociale: Il faut relever le salaire minimum et assurer un accès équitable aux soins de santé.
- Manque de capacités en matière de nutrition dans le personnel de santé: Le renforcement de cette capacité contribuera à favoriser le changement de comportement.
- La priorité accordée aux cultures commerciales a pour effet de réduire l'intérêt des agriculteurs pour les cultures nutritives. Il serait préférable que les gouvernements et le secteur privé encouragent la production d'aliments nutritifs.
- Considérations relatives à la salubrité des aliments: Ainsi, les graines et les aliments secs doivent être protégés de l'eau par une «chaîne sèche» pour éviter le transfert des toxines vers les denrées alimentaires et les aliments pour animaux. Pour minimiser les toxines, il faut également recourir à la lutte intégrée contre les parasites et à une surveillance attentive.
- Le marketing alimentaire est un problème, en particulier le fait que les réglementations sont contournées par de nouveaux moyens de promotion par le biais de plateformes médiatiques. C'est pourquoi la politique publique en matière de nutrition doit englober la technologie, les médias et les organisations communautaires.
- La consommation alimentaire est devenue excessive, en raison de la normalisation des besoins énergétiques alimentaires estimés et de la surestimation des besoins énergétiques qui en résulte. Les régimes alimentaires doivent être adaptés aux besoins personnels.
- Fraude alimentaire: Pour remédier à ce problème, il faut disposer de normes de qualité alimentaire adéquates.

Certains participants ont évoqué des défis multiples qui, ensemble, requièrent un ensemble de solutions globales.

- Liens avec la sécurité alimentaire: La première question concerne le lien entre la sécurité alimentaire et l'environnement. La pression sur les ressources naturelles et leur répartition inéquitable, exacerbées par les effets négatifs du changement climatique, ont une incidence négative sur la production agricole. La deuxième question est le lien entre la sécurité alimentaire et la société; les

questions sanitaires, démographiques et sociopolitiques sont pertinentes dans ce contexte. La troisième question concerne le lien entre la sécurité alimentaire et l'économie; la pauvreté est une cause majeure de la malnutrition et prévaut dans les zones rurales. Les actions suivantes sont nécessaires pour relever ces trois défis: a) donner à l'alimentation une place centrale dans l'agenda politique international; b) promouvoir le développement économique et la productivité agricole dans les pays en développement, et les aider à atteindre un état d'autosuffisance; c) adapter les chaînes de production pour gérer la volatilité des prix et garantir des filets de sécurité; et d) prendre en charge les habitudes alimentaires et surtout tenir compte de «l'occidentalisation» des régimes alimentaires dans les pays en développement.

- Destruction des écosystèmes terrestres, surexploitation des ressources halieutiques et production de grandes quantités de résidus: Les solutions passent par la mise en œuvre de l'agroécologie, l'amélioration de la productivité de l'aquaculture et la revalorisation des sous-produits.

REMERCIEMENTS

La consultation a reçu des contributions des organisations et experts individuels suivants:

Commentaires officiels

- Publications de la FAO
- Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation, Brésil
- Alliance internationale pour l'alimentation et les boissons
- Société pour le développement international
- Fédération espagnole des industries alimentaires et des boissons
- Fonds mondial de recherche sur le cancer

Commentaires personnels

- Kameswararao Chiruvolu (particulier), Inde
- Peetambar Dahal, Université de Californie Davis, États-Unis d'Amérique
- Tanyaradzwa Dembetembe, Zimbabwe
- Mayara De Paula, NNEdPRO, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
- Anthony Fardet, INRA, France
- Edgar Jaimes, Universidad de Los Andes (ULA), Núcleo Universitario «Rafael Rangel» (NURR), République bolivarienne du Venezuela
- Uma Koirala, Alliance de la société civile pour la nutrition, SUN, Népal
- Ravinder Kumar, Natural Resources Institute, Université de Greenwich, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
- Lal Manavado, analyste indépendant/synthésiste, Norvège
- Suzana Mantovani Cerqueira, Nutritionnistes académiques suisses / Santé publique suisse / NNEdPro / IANE, Suisse
- Santosh Kumar Mishra (retraité), Population Education Resource Centre, Department of Lifelong Learning and Extension (anciennement connu sous le nom de Department of Continuing and Adult Education and Extension Work), S.N.D.T. Women's University, Mumbai, Inde
- Dhananjaya Poudyal, Civil Society Alliance Nutrition (CSANN), Népal
- Claudio Schuftan, PHM, Viet Nam
- Sadaf Faryal Shah, Pakistan
- Jane Sherman, consultante en éducation nutritionnelle (ex-FAO), Italie
- Dick Tinsley, Université d'État du Colorado, États-Unis d'Amérique
- Theodore Tulchinsky, MD MPH (retraité), Israël
- Sajeevani Weerasekara, Université technologique de Queensland, Sri Lanka

Forum Global sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition ▸ Forum FSN

Division de l'économie agroalimentaire (ESA)
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
www.fao.org/fsnforum/fr ▸ fsn-moderator@fao.org

Certains droits réservés. Ce(tte) œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO

© FAO, 2022
CB9467FR/1/04.22